

La position d'Arthur Sandborn et compagnie

Pour le statu quo amélioré et le rejet de l'indépendance

La contribution d'Arthur Sandborn et compagnie (AS) « *Pour une position large et inclusive !* » aurait pu tout aussi bien s'intituler « Pour le statu quo amélioré et le rejet de l'indépendance ». Il se situe dans le sillon tracé par la contribution de François Saillant et de Stéphane Lessard (SL) à la différence près qu'il s'empare de la question stratégique à bras le corps au lieu de paraître l'écartier pour mieux jeter l'indépendance aux orties. Avec SL, mais aussi avec le « Cahier de perspectives » (CP) que AS et SL pourtant combattent, leurs positions s'enfoncent dans les méandres de l'électorisme à cette différence près que celui-ci renforce leurs critiques du CP pendant qu'il affaiblit ce dernier. Au cœur de la critique de AS (et de SL), il y a le refus de la rupture et, par le fait même, de la priorité à donner au parti de la rue.

La Déclaration de principes est indépendantiste

AS affirme que « [l]a déclaration de principes est claire, nous n'avons surtout pas adopté la souveraineté comme un objectif en soi. » Que la Déclaration de principes réduise la revendication de l'indépendance à un moyen n'est pas faux mais tout à fait exact non plus. Telle que rédigée sur le site officiel de Québec solidaire, La Déclaration dit que :

« Le Québec et son peuple, la nation québécoise, doit disposer de tous les pouvoirs nécessaires à son plein développement aux plans social, économique, culturel et politique, ce qui lui est refusé dans le cadre fédéral. Québec solidaire opte donc pour la souveraineté. »

Québec solidaire propose donc la « *souveraineté* » parce que le Québec doit disposer de tous les pouvoirs dans tous les domaines et que ceux-ci lui sont refusés par le fédéral et non pas qu'un « *tel développement n'est pas entièrement possible dans le cadre fédéral actuel* » comme cite AS on ne sait trop d'où. Cette souveraineté-là s'appelle l'indépendance peu important les dérapages subséquents de la direction nationale et de la commission politique vers la dite *souveraineté populaire*.

AS fait une longue liste des pouvoirs obtenus par le Québec dans le cadre fédéral et en conclut que « [n]ous pouvons continuer la lutte pour accroître notre souveraineté sur les questions culturelle, économique, environnementale et sociale pendant que nous restons à l'intérieur du Canada. » Voilà qui est une négation de la Déclaration de principes. AS en a parfaitement le droit car cette Déclaration est un texte historique adopté dans une conjoncture particulière. Toutefois, AS ne peut pas se réclamer de la Déclaration de principes alors qu'il la nie.

Un fédéralisme sans fart

AS en rajoute d'ailleurs sur les vertus du fédéralisme et les vices de l'indépendance :

- « *...beaucoup de monde pensait (et pense probablement toujours) que mieux vaut garder des liens économiques, fiscaux et douaniers avec le Canada que de nous jeter dans la gueule du loup Américain.* »

D'abord un Québec de gauche indépendant nuira plus à l'impérialisme étasunien qu'un Canada uni allié stratégique des ÉU, alliance qui ne cesse de se renforcer. Ensuite l'exemple de la lutte pour une indépendance de gauche ne sera pas sans influencer la

gauche canadienne et la stimuler comme ce fut le cas à la fin des années 60 et début 70. Finalement, le maillon faible de la domination de la bourgeoisie canadienne n'est pas la question ouvrière, ni la question autochtone ni la question des femmes mais bien la question nationale québécoise qui seule a le potentiel de briser sa base territoriale.

- « Finalement nous avons décidé à cette époque, dans le camp souverainiste, de proposer le maintien du dollar canadien car toute autre option donnait un pouvoir total aux États unis (si nous empruntons le dollar Américain) et/ou aux agences de cotation et «au marché» dans l'éventualité de la création d'une monnaie québécoise. »

Mais qui est ce « nous » sinon la petite et moyenne bourgeoisie nationaliste représentée par le PQ. Un pays développé de sept à huit millions d'habitants n'aurait pas les moyens de se doter de sa propre monnaie nationale alors que la Norvège, le Danemark, la Suède moins peuplés ou à peine plus peuplé en ont une malgré la force d'attraction de l'euro ? Qu'est-ce que c'est que cette capitulation au chauvinisme canadien ?

- « En cette ère de mondialisation néolibérale, permettez nous de souligner toute suite qu'aucun État n'a les pleins pouvoirs sur ces questions. [les politiques budgétaire, fiscale, commerciale, monétaire et douanière] »

Le Canada non plus... alors il n'y a pas à hésiter à rompre avec lui ! L'indépendance n'est pas synonyme d'autarcie mais de capacité d'un peuple libre de faire entendre sa voie dans les affaires mondiales, ce qui est d'autant plus important que le monde devient global. Si c'est dans son intérêt de peuple libre, un Québec de gauche signera mille accords avec ses voisins dont le Canada.

- « Le fait qu'aucune nation autochtone n'est favorable à la souveraineté- association, et encore moins à l'indépendance, et que ces perspectives représentent pour plusieurs un démembrement encore plus poussé de leur territoire, n'est avancé nul part. »

Un Québec de gauche qui reconnaît aux nations autochtones et inuit le droit à l'autodétermination jusqu'à, et y compris, l'indépendance et leur propose de s'unir à la nation québécoise dans le cadre d'une république fédérée sur la base de traités égaux reconnus internationalement se fera des alliés de ces nations trop heureuses de rejeter l'humiliante et chauvine « loi des Indiens » fédéral. (Voir « Un pas en avant, deux pas en arrière » dans « contributions générales » à <http://programme.quebecsolidaire.net/contributions>)

Le problème de la Constituante n'est pas l'indépendance mais l'électorisme

AS affirme « qu'un positionnement en faveur de l'indépendance comme objectif en soi est un changement fondamental, non-inclusif, qui renie toutes les autres façons de voir... » Le fédéralisme est sans doute inclusif ! Québec solidaire, comme on l'a vu, a été fondé comme un parti indépendantiste. D'ailleurs, la petite histoire de la fondation de Québec solidaire le révèle. À son congrès de fondation en 2002, l'UFP a tenu un débat enlevant sur le sujet où il a opté pour l'indépendance même si c'était à travers le prisme déformant d'un souverainisme instrumental. Plus tard, Option citoyenne a aussi opté pour la même orientation après un long débat. D'où la Déclaration de principes. À l'intérieur de Québec solidaire, c'est l'indépendantisme qui est inclusif même si un certain nombre de fédéralistes de gauche ont choisi de s'y rallier. Libre à eux d'ailleurs de mener un combat pour changer cette orientation. Peut-on leur suggérer de former un collectif fédéraliste ?

Québec solidaire propose donc au peuple québécois son option indépendantiste. Il faut cependant avouer de sérieuses lacunes à ce sujet. Lors de la récente élection partielle dans le comté de Rousseau — très bien organisée par ailleurs avec la petite équipe qui a

su mobilisé largement pour tapisser et quadriller le terrain avec des volontaires de la Rive nord et de la région de Montréal dont votre serviteur — le dépliant électoral ignorait complètement la question nationale québécoise, ceci dans un comté péquiste jusqu'aux oreilles, tout comme d'ailleurs les questions démocratique (ex. la proportionnelle), des femmes (ex. les garderies) et altermondialiste (ex. le retrait de l'Afghanistan). Quant aux revendications sur la santé, l'éducation, l'environnement, l'agriculture et l'économie, la majorité aurait pu être reprise par le PQ et même par les Libéraux. Disons qu'il y a un problème qui vient en grande partie de l'absence de débat politique dans le parti... mais il semble qu'on commence à se corriger.

Si Québec solidaire propose, ou devrait proposer, l'indépendance il ne l'impose pas. D'où l'Assemblée constituante qui, bien sûr, comporte sa part de risque. Là n'est pas le problème. La proposition du CP est contradictoire. On ne peut pas à la fois mettre de l'avant une rupture, l'indépendance, et une stratégie de continuité, soit le trio élections d'un gouvernement Québec solidaire / Assemblée constituante / référendum. On tombe ainsi dans l'illusion péquiste d'une rupture indépendantiste acceptée démocratiquement par le camp fédéraliste. Jadis, le chef du Parti conservateur fédéral, aujourd'hui Premier ministre du Québec, avait parlé d'un « *trou noir* » en cas de victoire référendaire. Une ministre péquiste, aujourd'hui chef du PQ, avait parlé de « *turbulences* ». C'était leur façon de reconnaître la discontinuité résultant du choix de l'indépendance. Le CP refuse d'assumer cette discontinuité. SL et AS foncent dans la brèche en rejetant l'indépendance, le premier au nom d'un pragmatisme tacticien et organisationnel le reportant aux Calendes grecques, le second au nom d'un fédéralisme qui s'assume.

Pour éviter le problème, AS aurait « *...préféré que l'on commence à détailler notre programme économique et social ou encore nos propositions sur l'environnement et l'égalité...* ». Loin de moi l'idée de défendre la méthodologie de saucissonnage de la direction nationale alors qu'il aurait fallu dans un premier temps avoir un débat sur l'orientation et la stratégie sans restriction thématique. Le choix économie et écologie n'aurait pas évité l'apparition de la contradiction rupture versus continuité. Au lieu de se cristalliser sur le dilemme bon gouvernement fédéraliste (de gauche) versus rupture indépendantiste, il se serait fixé sur le dilemme rupture anticapitaliste versus « *capitalisme vert et social* » avancé par le Manifeste du premier mai. L'électoratisme du CP ne permet pas plus une rupture indépendantiste qu'une rupture anticapitaliste. En un mot, il faut rompre avec l'électoratisme. J'ai proposé ailleurs (voir « Un pas en avant, deux pas en arrière » dans « contributions générales » à <http://programme.quebecsolidaire.net/contributions>) une stratégie de parti de la rue basé sur une campagne politique pour des États généraux du mouvement populaire pour sortir de ce dilemme.

Des États généraux du mouvement populaire créeraient les conditions de l'émergence d'une stratégie indépendantiste anti-crise, que Québec solidaire serait le premier à mettre de l'avant, de faire l'indépendance pour avoir le pouvoir d'exproprier le capital financier et ainsi permettre au peuple québécois d'avoir les moyens de réaliser le plein emploi écologique et égalitaire, prémisse d'un Québec libre.

Marc Bonhomme, 2 octobre 2009